



Revue de presse



Lundi 25 Avril 2022

Communiqué du Conseil des ministres

Une réunion du Conseil des ministres s'est tenue dimanche sous la présidence du président de la République, Chef suprême des forces armées, ministre de la défense nationale, M. Abdelmadjid Tebboune.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Révision des subventions publiques: une commission nationale constituée vers fin mai

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a annoncé, samedi soir, la constitution, vers fin mai prochain, d'une commission nationale chargée de la révision des subventions publiques en vue de passer de subventions généralisées vers des subventions orientées aux véritables bénéficiaires, et ce, avec l'association de l'ensemble des parties prenantes.



ALGÉRIE PRESSE SERVICE

Investissement : 854 projets ont bénéficié d'une levée des obstacles

Le nombre de projets d'investissement ayant bénéficié d'une levée des obstacles est passé à 854 sur un total de 915 projets concernés, indique un communiqué du Conseil des ministres. Ce bilan a été présenté lors d'une réunion du Conseil des ministres, présidée par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.



VERS UN TROISIÈME REMANIEMENT MINISTÉRIEL

Plus de deux ans après son arrivée au pouvoir, le président Tebboune entend opérer un troisième remaniement partiel de son gouvernement alors que l'Algérie est confrontée à une crise économique et financière. Lors de sa rencontre périodique avec des représentants de la presse nationale, il a évoqué la possibilité d'opérer un remaniement ministériel, faisant remarquer que l'objectif escompté est de parvenir à l'efficacité dans la mise en œuvre des décisions prises en Conseil des ministres et lors des réunions du gouvernement. Il n'a pas en revanche précisé la date ou l'ampleur dudit remaniement.

Alors que certains ministres ont «failli» dans l'exercice de leurs fonctions, selon lui, le remaniement ministériel, s'il devait avoir lieu, s'effectuera «en fonction des résultats de chaque secteur». La norme sera «le taux d'application des décisions prises lors des Conseils des ministres», a fait savoir le président Tebboune. Evoquant les départements ministériels ayant réussi à concrétiser les décisions du Conseil des ministres, il a cité le ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale. Ce dernier a prouvé, «deux semaines seulement après la tenue du Conseil des ministres, sa disposition à traduire sur le terrain les mesures liées à l'allocation chômage, avant d'enchaîner avec la délivrance des cartes Chifa au profit des chômeurs, une opération qui se poursuit d'ailleurs à l'heure actuelle», s'est félicité le locataire d'El Mouradia.

Ce n'est pas la première fois que le chef de l'Etat opère un remaniement ministériel de son Exécutif. Trois semaines après les élections législatives, marquées par une abstention record, le président Abdelmadjid Tebboune avait dévoilé, en juillet 2021, les noms des 34 membres de cette équipe, dont 17 ont été reconduits. Les principaux ministres sortants étaient reconduits, à l'exception des portefeuilles des Affaires étrangères et de la Justice. Fin juin 2021, le président Tebboune a nommé Premier ministre Aïmene Benabderrahmane, un technocrate de 53 ans, ministre des Finances dans l'équipe précédente, en remplacement de Abdelaziz Djerad, démissionnaire au lendemain des élections législatives du 12 juin. Une

nomination qui traduisait la volonté du pouvoir exécutif de juguler la grave crise socioéconomique à laquelle est confronté le pays.

Le chef de l'Etat avait procédé aussi, en février 2021, à un remaniement partiel de son gouvernement, qui était très attendu, mais sans changement d'équipe majeur, à la veille du 2e anniversaire du mouvement de protestation populaire, le hirak. La plupart des ministères régaliens, Affaires étrangères, Intérieur et Justice, avaient conservé leurs titulaires, à l'exception des portefeuilles stratégiques de l'Energie et des Finances



GRÈVE NATIONALE DE LA CSA : Les syndicalistes maintiennent le cap.

Les membres de la CSA se disent prêts aux négociations à condition qu'il y ait de véritables changements sur le terrain. **Ils aspirent à la création d'un observatoire national du pouvoir d'achat et à l'augmentation de la valeur du point indiciaire à 100 DA.**

Le débrayage national de deux jours, lancé à l'appel de la Confédération des syndicats autonomes (CSA), commencera demain pour une durée de deux jours successifs. Dans un communiqué rendu public hier, le Conseil national autonome du personnel enseignant du secteur ternaire de l'éducation (Cnapeste) annonce sa «totale adhésion» à l'action lancée par la CSA, dont il est membre fondateur. Le syndicat revient sur les raisons de cette colère du front social. Raison principale : la dégringolade du pouvoir d'achat et l'inflation qui a atteint des seuils très dangereux.

«Dans la session extraordinaire du conseil national tenue les 22 et 23 de ce mois d'avril, il a été décidé de maintenir notre position quant aux agissements de la tutelle en rapport avec nos revendications d'amélioration des conditions socioprofessionnelles. De ce fait, nous maintenons nos deux boycotts, à savoir celui du versement des notes sur la plateforme numérique et celui de l'adhésion à la commission mixte chargée de l'étude du projet du statut particulier. Nous réitérons également notre totale adhésion à la démarche de la CSA quant au débrayage de ces mardi et mercredi», souligne le Cnapeste dans son communiqué.

Les membres de la CSA et de la coalition syndicale ont déposé des préavis de grève individuels. Selon Boualem Amoura, coordinateur de cette Confédération, «l'affolement des autorités quant à la coalition syndicale et le mouvement de grève ne fait que donner de la légitimité aux revendications des travailleurs. Nous sommes convaincus qu'il n'est plus possible de patienter encore plus.

Nous avons tempéré durant la période de la pandémie puis après l'annonce des modifications, notamment celles relatives à l'IRG et au point indiciaire. La déception quant aux maigres augmentations n'a fait qu'accélérer les choses», souligne-t-il. Il est à rappeler que les augmentations issues de la révision de l'IRG et de la valeur du point indiciaire ne dépassent pas les 6000 à 8000 DA, ce qui ne représente pratiquement pas grand-chose par rapport au taux d'inflation qui a atteint cette année les 9,5%. Les membres de la CSA se

disent prêts aux négociations à condition qu'il y ait de véritables changements sur le terrain. Ils aspirent à la création d'un observatoire national **du pouvoir d'achat et à l'augmentation de la valeur du point indiciaire à 100 DA**



COMMENTAIRE : Mauvais casting ?

Les postes de Premier ministre et de ministres ont cette particularité d'être des sièges éjectables par excellence dans le système de gouvernance algérien. A tort ou à raison, des membres de l'Executif sont débarqués de leurs ministères respectifs sans que l'on sache souvent ce qui leur est reproché.

Incompétence ? Echec dans l'accomplissement de leur mission ? Même lorsque la communication institutionnelle se résout à faire l'effort de motiver l'éviction d'un ministre ou d'un haut fonctionnaire de l'Etat, on n'y voit que du flou, à l'instar du cas de l'ex-conseiller à la présidence de la République chargé des affaires religieuses, limogé il y a quelques jours pour «manquement au droit de réserve». Avant lui, d'autres ministres, notamment ceux de l'Agriculture, des Transports furent sèchement remerciés, suivant le même modus operandi.

Le limogeage de l'ex-ministre des Transports pour «faute grave», selon le communiqué officiel, avait donné libre cours à toutes sortes de spéculations au sein de l'opinion publique. Cette valse de ministres, qui a tendance à devenir une seconde nature, pose assurément, à la base, un sérieux problème de casting des membres de l'équipe gouvernementale et, par extension, des nominations aux postes supérieurs des institutions de l'Etat.

Le choix opéré, sur la base du clientélisme politique, des arbitrages du sérail, au détriment des critères de compétence avérée et de probité morale des candidats, nourrit la médiocratie et l'amateurisme que l'on découvre après coup, causant de sérieux préjudices au développement sectoriel et à la cohésion sociale.

La question liée à la performance de l'action de l'Executif a été évoquée par le président Abdelmadjid Tebboune lors de sa rencontre de ce samedi avec des représentants de la presse nationale sous l'angle de la sanction individuelle, de chaque membre du gouvernement, sur la base de son bilan et de l'exécution rigoureuse des décisions du Conseil des ministres. Cette clarification du chef de l'Etat intervient alors que des rumeurs relayées par certains médias circulent sur un changement imminent à la tête du gouvernement avec le départ du Premier ministre Aïmene Benabderrahmane.

Selon toute vraisemblance, cette option ne semble pas à l'ordre du jour, à bien décrypter le message de Tebboune. Le président de la République a, toutefois, annoncé un changement partiel du gouvernement qui touchera les ministres jugés défaillants. Une manière de signifier que les couacs enregistrés dans certains secteurs d'activités ne sont pas imputables au Premier ministre, encore moins à un manque de pertinence et de réalisme du programme d'action du

gouvernement, mais bien à des ministres qui ne mouilleraient pas suffisamment le maillot, comme le voudrait le président Tebboune.

Un avis qui n'est que partiellement partagé par certains observateurs qui pointent, pour leur part, la nature présidentialisée du système politique algérien qui ne laisse pas une grande marge de manœuvre à l'Exécutif et au Premier ministre.

Entre les deux fonctions, présidentielle et gouvernementale, il n'y a pas de place pour d'éventuels arbitrages sur le contenu des politiques publiques à mener et le choix de l'équipe gouvernementale chargée de leur mise en œuvre. Compte tenu de l'expérience du passé et du risque d'instabilité que fait courir au pays cette propension à recourir de manière récurrente à un remaniement partiel du gouvernement, il y a aujourd'hui, de l'avis des experts, une nécessaire réflexion à entreprendre pour une meilleure articulation des différents pouvoirs.



POUR TENTER DE DÉSAMORCER LA CRISE AVEC ALGER : Madrid sollicite l'UE

Selon le journal espagnol El Confidencial, Josep Borrell a rencontré, à la demande du chef de la diplomatie espagnole, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, le 26 mars à Doha (Qatar), en vue de chercher une issue à la crise dont les retombées économiques néfastes sur l'Espagne sont nombreuses.

Le ministre espagnol des Affaires étrangères, José Manuel Albares, aurait sollicité l'aide du haut représentant de l'Union européenne pour les Affaires étrangères, Josep Borrell, pour débloquer la crise diplomatique avec l'Algérie et éviter les répercussions néfastes sur les relations économiques entre les deux pays. Selon le journal espagnol El Confidencial, Josep Borrell a rencontré, à la demande du chef de la diplomatie espagnole, le ministre des Affaires étrangères, Ramtane Lamamra, le 26 mars à Doha (Qatar), en vue de chercher une issue à la crise dont les retombées économiques néfastes sur l'Espagne sont nombreuses.

«Ce n'était pas une réunion officielle, mais il y avait intérêt à profiter des contacts avec l'Algérie pour analyser la situation et, logiquement, expliquer la position espagnole et recevoir une réponse», écrit le média qui cite des sources non officielles du Service européen pour l'action extérieure (SEAC). Le journal espagnol cite en outre des sources diplomatiques algériennes indiquant que «l'Algérie considère que son problème est avec l'Espagne et non avec l'UE, mais, que même ainsi, Ramtane Lamamra a accepté de rencontrer Borrell pour discuter du différend avec le gouvernement espagnol».

La réponse du ministre algérien a été que son «pays respecterait ses engagements en matière d'approvisionnement en gaz, mais, comme le prévoient les contrats énergétiques actuels, il augmentera son prix pour le rapprocher du prix du marché».

Des négociations sont en cours entre le groupe Sonatrach et l'espagnol Naturgy, dans le cadre de révisions périodiques prévues par les clauses des contrats à long terme renouvelés en 2020. Date à laquelle la partie espagnole avait d'ailleurs fait pression pour faire baisser les prix du gaz alors fortement impactés par la crise sanitaire.

La réalité, des prix en nette hausse sur le marché international du gaz donnent le droit à l'Algérie de réajuster les prix de vente à la hausse. Interrogé sur la position de l'UE par rapport au Sahara, Borrell a évité, selon le journal espagnol, de mentionner le plan d'autonomie marocain, car plusieurs Etats membres continuent de prôner un référendum d'autodétermination.

«Nous continuons à dire la même chose, c'est-à-dire que le conflit doit avoir une solution dans le cadre des Nations unies», a-t-il déclaré. «Nous soutenons l'envoyé spécial des Nations unies, Staffan de Mistura, et cette solution doit passer par un accord entre les parties», a-t-il conclu.

El Confidencial rappelle qu'outre l'annonce de la hausse des prix, faite publiquement le 1er avril par Toufik Hakkar, PDG de Sonatrach, l'Algérie a adopté d'autres mesures au plan économique, dont le refus de nouvelles liaisons entre Madrid et Alger au profit de la compagnie Iberia ; et une suspension des licences d'importation d'animaux vivants, notamment de bovins, par l'Algérie.

En 2021, précise le journal, «l'Algérie a été le premier client de l'Espagne, important des bovins vivants pour un montant de 47 millions d'euros, auxquels il faut ajouter 8,4 millions d'euros supplémentaires pour les achats de viande bovine de boucherie». Malgré les «sanctions» adoptées par l'Algérie, le ministre espagnol des Affaires étrangères continue d'affirmer, lors de ses sorties médiatiques, que l'Algérie «est un partenaire stratégique qui a toujours été un fournisseur fiable».

José Manuel Albares a déclaré ainsi il y a quelques jours, selon l'agence de presse officielle EFE, que l'Algérie est «un partenaire solide» connu pour son «respect scrupuleux» de ses contrats gaziers internationaux et qu'il n'y a pas «le moindre doute» qu'elle respectera ses engagements avec l'Espagne, malgré la signature de nouveaux contrats avec l'Italie, pays qui s'est tourné vers l'Algérie et d'autres pays africains en vue de chercher de nouveaux fournisseurs pour sortir de sa dépendance au gaz russe.

«L'Algérie est un partenaire stratégique de l'Espagne, c'est un partenaire solide en matière de gaz, c'est une de ses caractéristiques», a déclaré Albares à la presse à Rome, après avoir rencontré son homologue italien, Luigi Di Maio.



[Loi de finances complémentaire : «Le contexte l'impose», selon des économistes](#)

Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, a fait part d'un éventuel recours à une loi de finances complémentaire (LFC) pour l'exercice 2022. «Le prix du blé a augmenté trois fois et nous avons dépassé le seuil en nombre des allocations chômage. Donc, une LFC est tout à fait possible», a indiqué le chef de l'Etat lors de sa rencontre périodique avec la presse nationale.



[Retour sur la rencontre du chef de l'Etat avec la presse : Pouvoir d'achat, revu et corrigé](#)

Le gouvernement poursuit sa démarche visant à prendre en charge l'amélioration du pouvoir d'achat des citoyens pris dans la spirale de la cherté de la vie. Ainsi, plusieurs mesures ont été engagées dans ce sens.



[Rationalisation des importations : une nouvelle note de l'ABEF](#)

L'Association Professionnelle des Banques et des Etablissements Financiers (ABEF) a adressé une note aux directeurs des banques et établissements financiers, au sujet des nouvelles mesures prises concernant les importations.



[Mission de salut public](#)

Le président Tebboune a décidé de passer la surmultipliée pour tordre le cou aux lobbies de la spéculation qui veulent happer le pain quotidien de la bouche des Algériens. «37 inspecteurs relevant de l'inspection générale de la présidence de la République sont sur le terrain pour enquêter sur les raisons réelles de la pénurie de certains produits alors que nous ne manquons pas d'argent», a tonné le chef de l'Etat lors d'une entrevue avec des représentants de médias nationaux. Première mission confiée officiellement à l'inspection générale de la présidence depuis sa création, percer l'épais «mystère» des pénuries provoquées et qui est derrière, sera donc la tâche confiée à des responsables au plus haut niveau de l'Etat.



[Hausse des salaires, enquête sur les médicaments, une loi de finances complémentaire, Code des investissements, remaniement ministériel...](#)

L'Algérie qui avance

L'on n'est plus dans l'anarchie et encore moins dans le noir. Beaucoup de questions ont trouvé des réponses.

Hausse des salaires et des allocations chômage au début de l'année prochaine, un encadrement strict et citoyen pour garantir un consensus national autour de l'opération «levée des subventions», présentation devant le Conseil des ministres du Code des investissements dans le courant du mois prochain, une loi de finances complémentaire et enfin un remaniement gouvernemental programmé dans une échéance assez proche.



[Alors qu'il annonce «2022 année de l'économie» : Le Président pointe les faux exportateurs](#)

La décision d'interdire l'exportation de plusieurs produits de large consommation vient pour protéger la subsistance quotidienne du citoyen.

Dans son face-à-face avec les représentants de la presse nationale, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est montré intransigeant avec les faux exportateurs de produits alimentaires.



[Les engagements sociaux du Président : Des augmentations salariales en 2023](#)

Le volet social a pris la part du lion, dans les déclarations du président de la République au cours de l'entretien périodique accordé à la presse nationale, dont L'Expression. Une fois de plus, Abdelmadjid Tebboune a remis les pendules à l'heure concernant les supputations et les bruits de coulisses, concernant l'engagement social de l'État aux côtés des couches sociales défavorisées et vulnérables.



Éditorial : Engagement

Lors de son entrevue périodique avec des représentants de la presse nationale, le Président Abdelmadjid Tebboune a réitéré sa volonté de faire de l'année 2022, une année économique par excellence. Des décisions fortes le confirment, dont la préparation d'une loi de finances complémentaire pour l'exercice 2022 et l'annonce d'une nouvelle loi sur l'investissement qui sera présentée prochainement en Conseil des ministres.



Marché des assurances : Le taux d'assurés reste en deçà des attentes

En Algérie, la culture assurantielle reste très peu développée, elle commence à peine à prendre forme. En partie, ceci revient à la faiblesse dans l'information et l'éducation de l'assurance, au rôle de la société civile (les associations), ainsi qu'à l'évolution lente des mentalités.



Inflation et pouvoir d'achat : envolée des prix

Le monde vit au rythme d'une inflation inquiétante. Les banques centrales ont largement commencé à relever leurs taux directeurs, afin d'essayer de ralentir cette montée inflationniste. L'Algérie n'est pas en reste. La hausse des prix de certains produits interpelle à plus d'un titre.



Commentaire : Une bonne nouvelle

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, annonce la mise en place de mesures pour rassurer la population et soutenir la relance du pays. Il s'agit des augmentations des salaires et de l'allocation chômage devant entrer en vigueur début 2023. Une bonne nouvelle en ce mois béni alors que l'impact de la crise sur les bas salaires a été important, surtout après la baisse des performances des entreprises due à la crise sanitaire. A l'instar des autres pays, la pandémie de la Covid-19 a engendré de lourdes conséquences humaines et économiques pour le pays.

تيغرسى للإذاعة: قرارات رئيس الجمهورية ستساهم في جعل 2022 سنة اقتصادية بامتياز

قدم الخبير الاقتصادي الدكتور الهواري تيغرسى، قراءة في قرارات رئيس الجمهورية السيد عبد المجيد تبون و التي كشف عنها أمس في لقاءه الدوري مع الصحافة. وقال تيغرسى لدى نزوله ضيفا على برنامج "ضيف الصباح" للقناة الأولى هذا الأحد ان قرارات رئيس الجمهورية ستعطي دفعة نوعية لكل المجالات و ستساهم في جعل 2022 سنة اقتصادية بامتياز.

HARO SUR LA SPÉCULATION

CETTE pratique criminelle est l'œuvre de lobbies et de castes aux agendas précis, à savoir de mener une campagne de déstabilisation politique et semer un climat de chaos dans le pays.

HOCINE NEFFAH

Abdelmadjid Tebboune a chargé 37 inspecteurs de la présidence de la République de mener une enquête approfondie sur les raisons de la pénurie drastique qui frappe les produits stratégiques et de large consommation, à l'image des médicaments et les denrées alimentaires.

La spéculation a été mise à l'index par le président de la République, qui n'a pas fait dans les allusions pour cibler les véritables responsables de cette situation «anormale» qui vise à créer le chaos et la déstabilisation du pays.

À ce propos, le président de la République, Abdelmadjid Tebboune a précisé que

«l'inspection générale de la présidence de la République est en train d'enquêter sur les raisons de ces pénuries qui ne devraient pas exister», a-t-il souligné lors d'une rencontre avec la presse nationale.

La question de la pénurie n'a aucun rapport avec le manque des moyens matériels ou financiers selon le président de la République. Il s'agit de pratiques mafieuses que les lobbies et les groupes de pression ne cessent d'en faire comme instrument de chantage et de menace contre le pays en prenant la population en otage pour imposer leur diktat. Dans ce sillage, Abdelmadjid Tebboune a clarifié la question en soulignant qu'«il ne s'agit pas d'un problème de moyens matériels ou financiers, car nous avons de l'argent», a-t-il men-

tionné.

Le président Tebboune est allé jusqu'à dire que «ces perturbations sont anormales».

Abdelmadjid Tebboune a reconnu que le secteur des médicaments fait l'objet de mainmise de lobbies qui visent à faire de cette filière leur créneau le plus juteux. Les ruptures de stock sont le fait de ce jeu spéculatif scabreux de ces lobbies qui cherchent à avoir la main basse sur l'importation de ce produit stratégique et juteux.

L'enquête qui vient d'être ordonnée et qui sera chapeauté par des inspecteurs désignés par l'inspection générale de la présidence de la République renseigne sur l'importance de ce dossier et ce qu'il représente comme enjeu.

Dans ce registre, le président de la République a indiqué que «37 inspecteurs de la présidence de la République ont été mobilisés pour mener cette enquête. J'ai donné des instructions pour l'importation dans l'immédiat de médicaments en rupture de stocks pour contrecarrer ces lobbies», a-t-il souligné.

Les lobbies et les groupes de pression se sont renforcés durant les trois années écoulées. Leurs intérêts ont été frappés dans le fond. Cette démarche qui dérange de la part de l'État et ses institutions, a poussé les forces occultes qui possèdent les moyens financiers et humains de verser dans le chantage et la politique de la casse tous azimuts.

La spéculation et la pénurie sont dans leur plus grande partie l'œuvre des lobbies et des castes aux agendas précis,



La législation contre les spéculateurs a été renforcée

à savoir de mener une campagne de déstabilisation politique et semer le climat du chaos dans le pays

Le président de la République a mis en place tout un arsenal juridique pour combattre ce fléau de la spéculation et de la pénurie programmée et orchestrée savamment par ceux dont les intérêts se voyaient réellement menacés par la nouvelle situation qui a été secrétée par l'élan populaire du 22 février 2019.

À ce propos, le président Tebboune a insisté sur «l'impératif de mettre en exergue l'importance du rôle responsable de la société civile et des médias dans la lutte contre les pratiques commerciales déloyales et d'encourager la rationalisation de la consommation pour lutter contre les parasites et les parties qui

tendent d'augmenter les prix pour susciter le chaos et semer le désespoir», a-t-il rappelé.

Mais le point qui a suscité le plus d'intérêt c'est bien la mise en œuvre d'une nouvelle législation en rapport avec la gestion du secteur du commerce et les modalités de la distribution des produits agricoles et tous les produits destinés à la consommation large.

La criminalisation de la spéculation en prévoyant des peines allant jusqu'à 30 ans d'emprisonnement, rentre dans cette logique de lutte implacable contre ceux qui recourent à la pratique de la spéculation et qui provoquent de la pénurie pour semer les troubles et le désordre dans le pays.

H.N.

DÉCISIONS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

«Faire face à la flambée des marchés mondiaux»

Lors de son intervention devant les représentants de la presse nationale, où il a évoqué nombre de dossiers, le Président Tebboune a annoncé une série de nouvelles mesures qui concernent l'augmentation des salaires, la loi sur l'investissement, la loi sur les mines et l'encouragement de la production agricole. Les décisions du Président sont rassurantes et en même temps salutaires.

Abdelhalim Benyellès - Alger (Le Soir) - C'est ce qu'a estimé, hier dimanche, sur les ondes de la Chaîne 1, l'économiste El Houari Tigharsi, qui a rappelé que ceci est expliqué par l'aisance financière de la trésorerie publique, et insistant sur l'amélioration des salaires, il dira

que la dernière augmentation des salaires remonte à l'année 2008. Concernant le pouvoir d'achat du citoyen algérien, décrié durant ces dernières années par les syndicats, il rappelle que la moyenne de l'inflation a atteint 4%, la baisse de la valeur du dinar a atteint cette année plus de 4%, ajoutant aussi le facteur de l'instabilité des prix des marchés mondiaux.

Sur le plan économique, l'expert rappelant les propos du chef de l'État, dira que l'année 2022 sera consacrée à l'économie en ce sens que tous les dossiers susceptibles de concourir au développement du pays ont été pris en charge. Rappelant la prochaine loi sur l'investissement, la loi sur les mines, le partenariat public-privé, autant de facteurs qui sont orientés sur la création massive de postes d'emploi. L'année 2022 est l'année économique par excellence puisqu'elle se traduit aussi par la

création de milliers de postes d'emploi », dira-t-il.

Sur un autre volet inhérent au «décollage économique », El Houari Tigharsi estime que le programme gouvernemental vise à créer un climat économique favorable par la mise en place d'un certain nombre de mesures. Il s'agit avant tout d'enclencher une nouvelle approche de «redynamisation de l'entreprise algérienne». Dans le domaine agricole, l'invité de la radio juge utile de rappeler l'option de développer les «cultures stratégiques», parlant de l'agriculture céréalière. Dans ce cadre, il admet que les mesures prises par l'État pour encourager la production agricole et faire face à la flambée des cours des céréales sur le marché international résidaient dans la solution de l'augmentation de la production nationale.

A. B.

أقرتها الشبكة الاستدلالية الجديدة

الشروع في احتساب الأجور بالزيادات المعتمدة

شرعت مختلف الإدارات والمؤسسات العمومية للتوظيف العمومي في التحضير لتسديد أجور شهر ماي بالزيادات التي أقرتها الشبكة الاستدلالية الجديدة، من خلال تعديل المصفوفات التكميلية لدى المراقب المالي وإيداع بيانات دفع الرواتب عند الخزينة العمومية، في انتظار زيادات أخرى سيشروع في تطبيقها مع بداية شهر جانفي المقبل.



تسديد أجرة شهر ماي المقبل بالزيادات التي أقرتها الشبكة الاستدلالية الجديدة.

ب. - وسيم

● دخلت مختلف الإدارات والمؤسسات العمومية التابعة للتوظيف العمومي في سباق مع الزمن من أجل التحضير لتسديد أجرة شهر ماي المقبل بالزيادات التي أقرتها الشبكة الاستدلالية الجديدة، عملاً بالتوجيهات الأخيرة لوزارة المالية التي فصلها المقرر رقم 01 المؤرخ في 19 أفريل الجاري الصادر عن الأمين العام لوزارة المالية الموجه إلى الأمرين بالصرف لميزانيات مختلف الإدارات والمؤسسات العمومية، وكذا المراقبين الماليين وأمناء الخزينة عبر الولايات. وتتضمن هذه الإجراءات بعد الترخيص بصفة استثنائية للتكفل بزيادات الرواتب، تسديد رواتب شهر ماي وما يليه وفق الشبكة الاستدلالية الجديدة، من خلال الالتزام لدى المراقب المالي بمصفوفة تكميلية تتضمن سحب الالتزام برواتب المستخدمين في المصفوفة الأولية لشهر ماي إلى غاية نهاية ديسمبر، وتعويضها بمصفوفة تعديلية تتضمن الرواتب بالشبكة الجديدة بالنسبة للإدارات التي أشرت على مصفوفاتها، فيما تقوم الإدارات التي لم تؤثر على مصفوفاتها الأولية لدى المراقب المالي، بإيداع أجور عمالها لشهر ماي بالزيادات الجديدة مباشرة لدى المحاسب العمومي عملاً بالرخصة الاستثنائية لتمديد أجل إعداد المصفوفات الأولية إلى غاية شهر جوان المقبل. وتتضمن الشبكة الاستدلالية الجديدة زيادة بخمسين نقطة في الرقم

منح وعلاوات، حتى تتناسب مع تطلعات كل الموظفين من أجل ترقية خدمة العرفق العمومي واستدامتها. وفي هذا السياق، أعلن رئيس الجمهورية، السيد عبد المجيد تبون، أول أمس، في لقاءه الدوري مع ممثلي الصحافة الوطنية، عن زيادات في أجور العمال سيشروع في تطبيقها مع مطلع السنة المقبلة، مطمئناً الطبقة الشغيلة أنه من هنا إلى نهاية السنة، ستكون هناك زيادة في الأجور سيشروع في تطبيقها مع بداية شهر جانفي 2023، في انتظار النتائج النهائية للمداخل الوطنية المنتظر تحقيقها إلى غاية نهاية السنة الجارية.

الاستدلالي الأدنى لكل موظف على اختلاف صنفه المهني، مع زيادة في الرقم الاستدلالي للدرجات من 3 نقاط لأصحاب الدرجة الأولى إلى 30 نقطة للدرجة 12، مما يمنح الموظف زيادة في الأجر الأساسي باحتساب الخبرة المهنية، إضافة إلى زيادات في بعض المنح والعلاوات الشهرية حسب كل سلك وكذا منحة المردودية التي تسدد كل ثلاثي.

واعتبرت بعض النقابات والمنظمات المهنية هذه الزيادات غير كافية مقارنة بالقدرة الشرائية للموظفين، داعية السلطات العليا في البلاد إلى إعادة النظر في الشبكة الاستدلالية بمراجعة شاملة لنظام الراتب وما يرتبط به من

ب. و

مواجهة تأثير الأزمة في أوكرانيا على الأمن الغذائي

"بنك الجزائر" يدعو "أفامي" لدعم الدول النامية

دعا محافظ "بنك الجزائر" رستم فضلي صندوق النقد الدولي "الأفامي" إلى تقديم المساعدة للدول الأعضاء، خاصة البلدان النامية من أجل التعامل مع تداعيات الأزمة في أوكرانيا، مؤكدا أن العمل الدولي ضروري لمنع انعدام الأمن الغذائي.



الحصول على لقاحات ضد فيروس كورونا، مشيرا إلى أن أكثر من نصف البلدان الأعضاء في الصندوق لن تتمكن من تحقيق أهداف التلقيح التي تم تحديدها من قبل وأن معدلات التلقيح في العديد من البلدان المنخفضة الدخل خاصة الأفريقية محصورة في رقم واحد.

وأضاف المتحدث أنه يجب أن يبقى تحسين الوصول إلى اللقاح وتعزيز تدابير الرعاية الصحية خاصة في المناطق والبلدان المتخلفة في مجال التطحية بالمقاحات نصب أعيننا إلى غاية انتهاء الجائحة.

ولقاء موضوع التفريغ المناخية، أكد محافظ بنك الجزائر أن اقتصادات الدول النامية ذات الدخل الضعيف تواجه عبث الاتبعات الكريونية المفتعلة بشكل رئيسي من طرف مسيبي الاتبعات الكريونية العالية خلال العقد الأخير. واعتبر أن صندوق النقد الدولي له دورا بالغا في مساعدة اقتصاد الدول النامية والاقتصادات الصغيرة المتأثرة بتغير المناخ لبناء المقاومة اللازمة.

في الأخير جدد السيد فضلي ندائه من أجل تعديل حصص موارد صندوق النقد الدولي وزيادتها مع حملة حصص الأعضاء الأكثر فقرا.

بوكالات الأمم المتحدة والمؤسسات المالية وكذا المنظمات غير الحكومية للانضمام إلى هذه المبادرة وتميزها من أجل تهادي كارثة إنسانية جديدة. كما دعا إلى تعاون دولي متين لحماية للنظام التجاري، على أساس القواعد المتعددة الأطراف والاستقرار المالي العالمي. مشيرا إلى أن الارتفاع في أسعار الغذاء والطاقة يؤدي لتوترات ويهدد الاستقرار السياسي.

وفيما يتعلق بالدول المصدرة للنفط والغاز، اعتبر فضلي أنها تواجه تحديات انتقالية مكلفة خاصة بها، قائلا أن جهود هذه البلدان نحو التنويع الاقتصادي لا ينبغي أن تهمش بسبب المكاسب المؤقتة من ارتفاع أسعار النفط والغاز لأن التنويع ضروري لتجنب دورات انتعاش وتكماش الأسعار التي حدثت في الماضي. كما نكر بوضع البلدان المنخفضة الدخل المتضررة من هاتين الأزمته المتتاليتين، مبرزا أن هذه الدول بحاجة ماسة إلى الاعانات المالية الدولية المستمرة وبشروط ملائمة.

وتطرق السيد فضلي إلى مسألة

وحسب فضلي، يجب أن يكون صندوق النقد الدولي منتهيا للتحكيم الصعب والتحديات المتضاربة التي تواجهها هذه البلدان أكثر من أي وقت مضى، داعيا مجلس السياسة العامة للصندوق إلى أن يكون أكثر براغماتية وتناسبا مع كل بلد بالنظر إلى التوازن الاجتماعي والسياسي الهش في العديد من البلدان. كما شدد على الدعوة إلى العمل الدولي السريع والمتناسب لمنع انعدام الأمن الغذائي.

ورحب السيد فضلي بهذه المناسبة باعتراف صندوق النقد الدولي ببرنامح تقاطع الضعف الحادة للدول الهشة والبلدان المتضررة من النزاعات وحزمها على تكيف الدعم المالي مع الحالة بالإضافة إلى اقتراح العمل المشترك للصندوق، لينكح برنامج الأغذية العالمي، منظمة الأغذية العالمية، ومنظمة التجارة العالمية للمساعدة في تأمين الإمدادات الغذائية والدعم المالي للبلدان الضعيفة من خلال تبرعات والتجارة والاستثمار في الإنتاج الغذائي المستدام.

في ذات الصدد، دعا محافظ البنك المركزي الهيثمات الأخرى للاتصال

بأنه ذلك في كلمة ألقاها خلال أشغال الاجتماع 45 لمجلس النقد والمالية الدولية، الذي جرى الخميس الماضي كجزء من اجتماعات الربيع لصندوق النقد الدولي بصفته ممثلا لدائرة مكونة من 8 دول، وهي الجزائر، وأفغانستان، وغانا، وجمهورية إيران الإسلامية، وليبيا، والمغرب، وباكستان، وتونس.

بالمناسبة أكد السيد فضلي أن صندوق النقد الدولي لعب دورا هاما في مساعدة البلدان الأعضاء بنجاح على التعامل مع التداعيات الاقتصادية للجائحة، ومن المتوقع أن يرفع التحدي من جديد لمساعدة الدول الأعضاء من أجل معالجة المخلفات السلبية للأزمة العالمية الجديدة، وأبرز محافظ "بنك الجزائر" أن الأزمة في أوكرانيا التي انعكست على كل بلدان المجموعة أدت إلى ارتفاع تكاليف الغذاء وتعرض أجزاء من الطبقة الوسطى لانتعاش الأمن الغذائي، في حين تشدد الأسواق المالية على العلاقات الدولية وتعرض بعض دول المجموعة لمخاطر جسيمة ومحدودية الوصول إلى التمويل الخارجي.

طمأن بتوفير كل المواد الاستهلاكية الأولية.. رئيس الجمهورية: دعم الطبقات الهشة أولوية.. وزيادات في الأجور مطلع 2023

مخزون القمح كاف لمدة ثمانية أشهر دون احتساب الحصاد

أي تعديل حكومي يجب أن يكون فعالا لتحقيق سرعة التنفيذ

أكد رئيس الجمهورية، عبد المجيد تبون، التزامه بمواصلة الإجراءات التي تهدف إلى دعم الطبقات الهشة وضمان وصوله إلى مستحقيه وكذا مختلف التدابير الاقتصادية الرامية إلى توفير المواد الاستهلاكية الأولية ومحاربة المضاربة.

لهذا البلد الذي كانت له مواقف داعمة للجزائر في أحلك الظروف. وبالتنسيق للملاقات الجزائرية - المغربية، فقد أوضع رئيس الجمهورية أن الجزائر "كن تتخلي عن ذاكرتها وهذا مبدأ راسخ". ومن التحول الذي طرأ على موقف إسبانيا من القضية الصحراوية، مثلية في رئيس حكومتها، فقد وصف رئيس الجمهورية هذا التحول بـ "غير المقبول أخلاقيا وتاريخيا"، غير أنه حرص على التفريق بين إسبانيا كدولة تضمنها علاقات "طبيعية ومستينة" مع الجزائر والموقف المثبت من طرف رئيس حكومتها. وطسمان الرئيس تبون الشعب الإسباني بأن الجزائر "كن تتخلي عن التزامها بتأمين إسبانيا بالغاز مهما كانت الظروف". داعيا هذا البلد إلى "تطبيق القانون الدولي ومراجعة موقفه وعدم التحلي عن مسؤوليته التاريخية" تجاه القضية الصحراوية.

أما بخصوص العلاقات مع روسيا، فقد شدد رئيس الدولة على أن الجزائر "دولة نافذة في حركة عدم الانحياز ولن نلتزم بأمر لا نتمناه"، غير أن ذلك لا يمنعنا أن نكون أصدقاء مع روسيا مثلما نحن أصدقاء مع الولايات المتحدة، لكن بطريقة أخرى، فضلا عن أنه "تجمعنا علاقات قوية مع الصين". وبالمنااسبة، جدد رئيس الجمهورية دعم الجزائر للقضية الفلسطينية كأحد الثوابت لديها، مشيرا إلى مواصلة الاتصالات بخصوص هذه القضية. وفي رد على سؤال بشأن طلب الليبيين لتطعيم مؤتمر دولي في الجزائر، أوضح رئيس الجمهورية أن الجزائر التي تعمل على تم الشمل، لن تدخل في مبادرة قد تزيد من مؤشرات التفرقة بين الدول العربية. وقال في هذا الصدد أن الجزائر كم ترد لا بالإنجاب ولا بالسلب، وهي تعرب الأوضاع في هذا البلد "لأننا لا نريد أن ندخل في مؤتمر ونغسل قنن نرتقب مؤشرات نجاح وليس مؤشرات تفرقة للدول العربية". وفي ختام اللقاء، تحدث رئيس الجمهورية عن القمة العربية التي ستحتضنها الجزائر شهر نوفمبر المقبل، معلنا أن "كل الدول أعلمتنا بمشاركة ممثلة في مسؤوليتها الأولى".



بهم، حيث ذكرهم بأنه كان "مرشح المعتمتع المدني والشباب" في رئاسيات 2019. وقد سمحت الإجراءات التي أقرها منذ توليه الرئاسة بتسكين الشباب من الممارسة السياسية، حيث تحولوا إلى ثاني قوة في المجلس الشعبي الوطني، مثلما قال. وفي سياق ذي صلة، أفاد الرئيس تبون بأن تصويب المجلس الأعلى للشباب سيتم بعد نحو شهر من الآن.

وحول إمكانية إجراء تعديل حكومي، صرح رئيس الجمهورية بأن أي تعديل قد يمس الطاقم الحكومي يجب أن يكون "فعالاً" من أجل تجسيد القرارات التي تتخذ عن مجلس الوزراء واجتماعات الحكومة.

وأشار في هذا الصدد إلى أن بعض الوزراء "أخفقوا" في أداء مهامهم، مبرزا أن التعديل الحكومي، إذا تم، سيكون "وفقا لنتائج كل قطاع" ويسعى المقياس هو مدى تطبيق قرارات مجلس الوزراء. وفي الشق الاجتماعي، توقف رئيس الجمهورية عند مختلف الإجراءات التي تم اتخاذها للرفع تدريجيا من مستوى المعيشة من خلال عدة تدابير تشمل في زيادة القدرة الشرائية للمواطن عبر رفع النقطة الاستدلالية والمعاشات وتخفيض الضريبة على الدخل، يضاف إلى كل ذلك استحداث منحة البطالة.

الجزائر لن تتخلي عن ذاكرتها وهذا مبدأ راسخ

وعلى المستوى الدولي، صرح رئيس الجمهورية على علاقات الجزائر مع عدة دول كإيطاليا التي أوضح بأن الجزائر تحفظ بالجميل

التحضير لقانون مالية تكميلي لسنة 2022

وكشف، في سياق ذي صلة، عن التحضير لقانون مالية تكميلي لسنة 2022 لتتكفل بالنفقات الإضافية المدرجة خلال هذه السنة، منكرًا بأنه إجراء لضرورة الظروف والمستجدات، بالإضافة إلى سن قانون جديد للاستثمار بعد شهر من الآن. وفيما يتصل بمسألة الدعم، أكد رئيس الجمهورية أن 2022 ستكون سنة "المراجعة الهيكلية للنفقات"، مشددا على أنه "لا يمكننا الاستمرار على نفس المنوال" عندما يتعلق الأمر بهذه المسألة.

وتكرر في هذا الإطار بأن "دعم الطبقات الهشة من مبادئ الجزائر المستقلة، لكن هذا الدعم يجب أن يتوجه إلى مستحقيه"، كاشفا في هذا الصدد عن إنشاء لجنة وطنية مختصة ستنصب مع نهاية ماي المقبل، وتضطلع بمراجعة هذا الدعم وتضم ممثلين عن البرلمان بغرفتيه والنقابات والأحزاب السياسية وكل الطاقات الوطنية الحية للبلاد.

كما كشف أيضا عن زيادة في منحة البطالة والأجور ستدخل حيز التطبيق مطلع سنة 2023. وفي مجال آخر، صرح رئيس الدولة على ندره بعض أسواق الأدوية في السوق الوطنية، معلنا عن قيام المفتشية العامة لرئاسة الجمهورية بالتحقيق في هذه الندره.

الشباب مدعو للتحلي بالوطنية والدفاع عن الجزائر

من جهة أخرى، توجه رئيس الجمهورية إلى فئة الشباب مسجلا التزامه بحل كل المشاكل المتعلقة

سفيان - ع

وفي لقائه الدوري مع ممثلي الصحافة الوطنية، الذي بث سهرة السبت عبر مختلف القنوات التلفزيونية والإذاعية الوطنية، تطرق الرئيس تبون إلى العديد من الملفات الاقتصادية، حيث أكد أن الجزائر تواجه الأزمة العالمية اعتمادا على جملة من القرارات، على غرار إسناد عملية الاستيراد إلى مؤسسات الدولة، ولفت في هذا الإطار إلى أن المشكل بالنسبة للجزائر هو "عدم كفاية الإنتاج، وهو ما لنجأ إلى تعويضه بالاستيراد، الأمر الذي أصبح اليوم سببا نتيجة الندره على المستوى العالمي".

وفي معرض حديثه عن المواد الاستهلاكية الأساسية، وعلى رأسها الحبوب، كشف رئيس الجمهورية بأن "مخزون القمح في الجزائر كاف لمدة ثمانية أشهر"، فضلا عن كون الجزائر على أبواب الحصاد في الجنوب، وهي العملية التي ستتم في الشمال بعد شهرين.

وتكرر رئيس الجمهورية، في نفس السياق، بالإجراءات التي اتخذتها الدولة لتشجيع الإنتاج الفلاحي وفي مقدمتها رفع سعر شراء الحبوب واليقول من الفلاحين عوض شرائه من الخارج، وهو ما شجع الكثير منهم على العودة إلى إنتاج هذا النوع من المواد الفلاحية، غير أن الحل "الوحيد والجدري" لمواجهة ارتفاع أسعار الحبوب وتذرتها في السوق الدولية يبقى - يضيف رئيس الجمهورية - الرفع من الإنتاج.

وقال في هذا الشأن: "أنادي منذ سنتين بإنتاج الزيت والسكر محليا ووقع سرديوية الحبوب إلى 40 قنطارا في الهكتار، وهذا حتى قبل بدء الأزمة الأوكرانية"، مشددا على ضرورة تطبيق هذه التعليمات "حماية للبلاد من تداعيات الأزمات الخارجية".

وبخصوص إقرار 2022 "سنة اقتصادية بامتياز"، أكد رئيس الجمهورية أن هذا "ما تم فعلا، بفضل التسهيلات المتعددة التي تم إقرارها في المجالات الاقتصادية ولغاثة الاستثمار"، وتكرر في هذا الصدد برقع العراقل عن أكثر من 800 مشروع من بين 900 مشروع استثماري كان مجددا، ما سيسمح بتوفير 52 ألف منصب شغل.



وزارة المالية
MINISTRY OF FINANCE

Bonne lecture

Avez-vous des questions?
Contactez nous sur :

 dc@mf.gov.dz

 Poste: 2784

www.mf.gov.dz



[@MFinance_dz](https://twitter.com/MFinance_dz)



[@MFinancesdz](https://www.facebook.com/MFinancesdz)



[MFINANCES CHANNEL](#) وزارة المالية الجزائرية



Copyright © MINISTÈRE DES FINANCES
Immeuble Ahmed Francis, Cité Malki, Benaknoun - Alger